



PRÉFÈTE DE LA MAYENNE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction départementale
de l'emploi, du travail, des solidarités
et de la protection des populations

Service protection de l'environnement -
installations classées

Laval, le 17 octobre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/09/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAS CHEVALIER MAURICE

Zone Artisanale
Rue Auguste et Louis Lumière
53230 Cossé-le-Vivien

Références BC/PJ/2023 01896
Code AIOT : 0055300790

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22 septembre 2023 de l'établissement de la SAS CHEVALIER Maurice, implanté ZA Rue Auguste et Louis Lumière 53230 COSSÉ-LE-VIVIEN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été faite dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS CHEVALIER MAURICE
- Zone Artisanale Rue Auguste et Louis Lumière 53230 Cossé-le-Vivien
- Code AIOT : 0055300790
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation est autorisée à exploiter une unité d'abattage de canards d'une capacité de 36,5 t/jour et un atelier de découpe d'une capacité de 21 t/jour.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- autorisation,
- contrôle de l'accès,
- dimensionnement des réserves,
- installations électriques,
- détermination des flux,
- prévention des pollutions accidentelles,
- réseau de collecte,
- rétention des aires et locaux de travail,
- cuvettes de rétention,
- rétention des stockages de déchet et de sous-produits,
- consommation,

- normes de rejet dans l'eau,
- réseau de canalisation,
- traitement des boues.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
6	détermination des flux	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 11
11	Retention des stockages de déchet et de sous-produit	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 19
12	Consommation	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 20

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
15	Normes de Rejets dans l'eau	Arrêté Préfectoral du 24/04/2017, article 2

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
1	Autorisation	Arrêté Préfectoral du 28/07/2006, article Article 1
2	Contrôle de l'accès	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 4
3	Dimensionnement des réserves	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 6
4	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 9
7	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 12
8	Réseau de collecte	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 14
9	Rétention des aires et locaux de travail	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 15
10	Cuvettes de rétention	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 17
18	Réseau de canalisation	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 25
21	Traitement des boues	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 30

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté des non-conformités mineures et une non-conformité majeure pour le suivi des normes de rejets (transmission sur GIDAF).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2006, article Article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions générales
Prescription contrôlée : La SA CHEVALIER est autorisée à exploiter une unité d'abattage de canard d'une capacité de 36,5 tonnes/jour et un atelier de découpe d'une capacité de 21 tonnes/jour (AP du 22/05/2007 modifié par AP du 24/04/2017).
Constats : Le jour de l'inspection, il a été constaté le respect du tonnage d'abattage autorisé en 2022, soit 21.70 tonnes/jour (autorisation de 36,5 tonnes/jour) et le respect du tonnage de découpe autorisé en 2022, soit 14 tonnes/jour (autorisation de 21 tonnes/jour).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Contrôle de l'accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions générales
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas accès libre à l'installation. L'ensemble de l'installation, d'où sont susceptibles de s'échapper des animaux, est clôturé et comporte, en tant que de besoin, des dispositifs destinés à empêcher leur fuite hors de l'installation.
Constats : L'ensemble de l'installation est clôturé. Pas de constat de non-conformité pour cette prescription.
Observations : Il a été noté la présence de palettes de bois stockées aux abords de l'établissement. Il serait préférable de les éloigner des bâtiments étant donné de leur capacité à s'enflammer.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Dimensionnement des réserves

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions générales
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que filtres, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants.
Constats : Pas de constat de non conformité pour cette prescription.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions générales
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont réalisées, entretenues et contrôlées conformément à la réglementation en vigueur. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition des inspecteurs des installations classées. L'installation est efficacement protégée contre les risques liés aux effets de l'électricité statique et de la foudre.
Constats : Contrôle des installations électriques réalisé tous les ans.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : détermination des flux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions générales
Prescription contrôlée : Pour la détermination des flux, les émissions canalisées et, dans la mesure du possible, les émissions diffuses sont prises en compte.
Constats : Absence de relevé des volumes d'eau épurée rejetés, alors que l'arrêté d'autorisation prévoit une mesure en continu
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 12
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents et des pollutions
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation de l'installation pour prévenir les risques de pollution accidentelle de l'air, des eaux ou des sols. En cas de pollution accidentelle provoquée par l'établissement, l'exploitant fournit, dans les meilleurs délais, tous les renseignements connus dont il dispose permettant de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la faune, la flore et les ouvrages exposés à cette pollution. Les effluents aqueux récupérés, susceptibles d'être pollués (pompage, lavage d'installation, etc.) sont stockés avant leur valorisation ou élimination, dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution.
Constats : Les effluents aqueux récupérés, susceptibles d'être pollués (pompage, lavage d'installation, etc.) peuvent être stockés dans la première lagune de l'installation de traitement des eaux résiduaires.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Réseau de collecte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents et des pollutions
Prescription contrôlée : Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées. Des dispositifs permettent d'isoler les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un sinistre, des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs et de traitement de ces eaux polluées.
Constats : Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées. Un plan des réseaux des eaux usées et des eaux pluviales a été remis au service de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Rétention des aires et locaux de travail

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents et des pollutions
Prescription contrôlée : L'aire de nettoyage et désinfection des véhicules ayant servi au transport des animaux est conçue de façon à récupérer lors de chaque utilisation l'ensemble des effluents produits et à les diriger vers la station de prétraitement de l'établissement ou les ouvrages de stockage du lisier. Les locaux d'attente et d'abattage des animaux, de refroidissement et de conservation des carcasses et de stockage des sous-produits d'origine animale sont construits en matériaux imperméables, résistants aux chocs, faciles à nettoyer et à désinfecter sur toute leur hauteur. Le sol est étanche, résistant au passage des équipements permettant la manipulation des produits stockés et conçu de façon à faciliter l'écoulement des jus d'égouttage, du sang d'égouttage résiduel et des eaux de nettoyage vers des installations de collecte. La collecte du sang des animaux est réalisée à part de façon à réduire au seul minimum non maîtrisable l'écoulement vers les installations de collecte des effluents.
Constats : Pas de constat de non-conformité pour cette prescription.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Cuvettes de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents et des pollutions
Prescription contrôlée : I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none">- dans le cas des liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en conditions normales. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment. Les produits récupérés en cas d'accident ne sont rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.
Constats : Tous les produits toxiques, bacs de chlorure ferrique et liquides inflammables sont entreposés sur bac de rétention.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Rétention des stockages de déchet et de sous-produit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents et des pollutions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets et les sous-produits animaux fermentescibles, y compris ceux récupérés en amont du dégrillage, sont conservés dans des locaux ou dispositifs adaptés pour éviter les odeurs, le contact avec les eaux pluviales et l'accès à ces matières par d'autres animaux.</p> <p>Pendant le stockage et au moment de l'enlèvement de ces déchets et sous-produits, et notamment dans les abattoirs de ruminants procédant au retrait des MRS, les jus d'écoulement sont dirigés vers l'installation de prétraitement des effluents d'abattoir.</p> <p>Les eaux résultant du nettoyage des locaux et des dispositifs de stockage des déchets et sous-produits (bacs ayant contenu des viandes et des abats saisis et, dans les abattoirs de ruminants, des MRS) sont collectées et dirigées vers l'installation de prétraitement des effluents de l'abattoir.</p> <p>Les cadavres, déchets et sous-produits fermentescibles non destinés à la consommation humaine sont enlevés ou traités à la fin de chaque journée de travail s'ils sont entreposés à température ambiante. Tout entreposage supérieur à 24 heures est réalisé dans des locaux ou dispositifs assurant leur confinement, le cas échéant réfrigérés.</p> <p>L'aire réservée aux fumiers et matières stercoraires est implantée de façon à ne pas gêner le voisinage. Elle est protégée des intempéries et isolée de façon à récupérer les jus d'égouttage afin de les diriger vers la station de prétraitement de l'établissement ou les ouvrages de stockage du lisier.</p> <p>A l'exception des procédés de traitement anaérobies, l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins de stockage ou de traitement ou dans les canaux à ciel ouvert est évitée en toutes circonstances. Ces installations sont pourvues de dispositifs d'aération et/ou couvertes, si cela s'avère nécessaire.</p>
Constats : Le jour de l'inspection, il a été constaté la présence de déchet de sous-produits (sang, abats, ...) situé sous le bac à la sortie du dégrilleur. Présence d'un bac non nettoyé (plumes et pattes de canards) situé à l'extérieur.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Consommation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 20
Thème(s) : Risques accidentels, Prélèvement et consommation d'eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations sont conçues et exploitées de manière à limiter les usages superflus de l'eau. Le niveau maximum de consommation liée aux opérations d'abattage ne dépasse en aucun cas la valeur de 6 litres d'eau par kilogramme de carcasse. Lorsque la réfrigération des carcasses est assurée par immersion, le niveau de consommation ne dépasse pas 10 litres d'eau/kg de carcasse.</p>
Constats : Pour l'année 2022, le niveau maximum de consommation liée aux opérations d'abattage dépasse la valeur de 6 litres d'eau par kilogramme de carcasse soit 8,6 litres d'eau.
Observations : Toutefois, un relevé des consommations d'eau est réalisé chaque semaine. Une note a été diffusée au personnel le 6 juillet 2023 pour réduire les consommations d'eau.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Normes de Rejets dans l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/04/2017, article 2
Thème(s) : Autre, Normes de rejets
Prescription contrôlée : Les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites en débit, pH, flux et concentrations indiqués au tableau ci-dessous : Débit 100 m3/jour, pH 6 à 8, DCO concentration 90 flux 6,48, DB05 concentration 25 flux 1,8, MES concentration 35 flux 2,5, NGL concentration 15 flux 1,08, NTK concentration 12 flux 0,86, pt concentration 2 flux 0,14
Constats : Absence de surveillance des rejets des effluents liquides qui sont traités dans la station d'épuration de l'établissement. Absence de relevé dans l'application GIDAF, depuis juillet 2022.
Observations : Manque de personnel depuis août 2022. Aujourd'hui, une nouvelle personne responsable qualité est présente sur le site, madame Anne-Hélène Daniel qui doit transmettre les résultats des normes de rejets dans GIDAF conformément à l'arrêté préfectoral du 24 avril 2017.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Réseau de canalisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Traitement et rejets des effluents, déchets et sous-produits
Prescription contrôlée : On entend par effluents : - les eaux résultant de l'activité (process, lavage) ; - les eaux vannes (sanitaires). Les canalisations de transport sont adaptées à la nature des effluents qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état. L'exploitant identifie les canalisations qui nécessitent un curage régulier, propose un planning de curage et prévoit la filière d'élimination de ces boues de curage. Les différentes canalisations sont repérées conformément aux règles en vigueur. Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant et régulièrement mis à jour. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations est compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.
Constats : Il n'y a pas de constat de non-conformité. Le plan des réseaux a été remis au service de l'inspection le jour de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 21 : Traitement des boues

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 30
Thème(s) : Risques accidentels, Traitement et rejets des effluents, déchets et sous-produits
Prescription contrôlée : Les matières recueillies lors du prétraitement des effluents de l'installation défini à l'article 26 du présent arrêté ainsi que les boues de curage des canalisations situées en amont de ce prétraitement sont collectées, transportées et éliminées conformément au règlement (CE) n° 1774/2002 susvisé.
Constats : Pas de constat de non-conformité pour cette prescription. 1000 m ³ de boue sont produits par la station d'épuration. Plan d'épandage mis à jour en 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet